



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 17 décembre 2012

Vive la lutte des travailleurs du monde arabe !

Ce 17 décembre 2010, il y a deux ans qu'un vendeur ambulant tunisien nommé Mohammed Bouazizi déclençait par son suicide les révolutions arabes.

À l'occasion de l'anniversaire, les commentateurs occidentaux dresseront sans doute de ces dernières un sombre bilan : guerre civile en Syrie, islamistes élus en Tunisie et en Égypte, lesquels affichent ouvertement leur intention d'établir des régimes basés sur la charia, avec à la clé un recul des droits des femmes et de la liberté d'expression si chèrement conquise.

Ils omettront de dire qu'en réalité nos propres dirigeants comptent sur les Frères musulmans égyptiens ou leurs équivalents tunisiens d'Ennahdha pour « stabiliser » le pays et relancer les affaires. Si par-dessus le marché, ces derniers pouvaient accréditer l'idée que le peuple va à la catastrophe quand il se révolte, ce serait toujours ça de pris ! En revanche, personne ne peut faire l'impasse sur ce fait : la révolte est toujours là, les luttes sociales continuent.

Égypte : échec pour le président Morsi

Le candidat des Frères Musulmans a été élu président en juin dernier, mais ceux-ci ont perdu des voix par rapport aux élections précédentes. Morsi a donc tenté un coup de force : s'arroger des pouvoirs quasi dictatoriaux par décret. Il a dû reculer : des centaines de milliers de manifestants ont déferlé dans le pays. Ses partisans ont attaqué ceux qui avaient réoccupé la place Tahrir, berceau de la révolution, mais en riposte plusieurs locaux de son parti ont été incendiés à Alexandrie, ou Ismaïlyah.

Et même si Morsi s'arrangeait pour avoir pour avoir une majorité de Oui dans les urnes, bien plus important est le fait que le pays connaît depuis l'automne la vague de grèves la plus importante de son histoire : 2 000 rien qu'en septembre et octobre ; 20 % des entreprises privées touchées en novembre. Les syndicats indépendants sont passés de 4 sous Moubarak à 800 aujourd'hui. Ils regroupent 3 millions de membres ! Cela malgré la répression : prison ou amendes atteignant parfois 100 ans de salaire.

Tunisie : nouvelle vague de grèves

Le soulèvement de la ville de Siliana au début du mois montre que le discrédit guette aussi Ennahdha. Impuissant à endiguer les grèves, le gouvernement de Jebbali a cédé 6 % d'augmentation des salaires dans le public et le privé. Mais l'encre n'avait pas séché que les dirigeants du syndicat UGTT étaient attaqués par des milices islamistes autoproclamées « Ligue de Protection de la Révolution ». Sans que le gouvernement ne trouve à y redire... Dans un premier temps du moins, car deux jours après, le jeudi 6 décembre, plusieurs villes (Sfax, Gafsa, Sidi Bouzid...) ripostaient par des grèves générales locales. Mais la direction nationale du syndicat UGTT qui avait parlé d'organiser une grève générale l'a finalement annulée au dernier moment, en échange d'un vague engagement du gouvernement à poursuivre les agresseurs en justice. La colère de centaines de militants a montré qu'ils n'étaient pas dupes de ce double jeu. Et ce lundi à Sidi Bouzid le président a été conspué aux cris de « dégage, dégage ».

Les travailleurs ont la clé de la situation

Ce sont ces milliers et milliers d'ouvriers éveillés à la lutte de classe depuis deux ans qui sont l'espoir de ces révolutions. Eux seuls peuvent arracher le pouvoir économique des mains des patrons locaux... et occidentaux ! Ce faisant, ils ouvriraient une voie à l'ensemble de la population pour se réappropriier les richesses du pays, produire en fonction de ses besoins, mais aussi prendre le pouvoir politique, tant aux islamistes qu'aux autres politiciens louchant sur les postes. D'ailleurs, en Tunisie comme en Égypte, une partie des grèves a déjà pour objectif la révocation pure et simple de directeurs d'entreprises ou de tel ou tel gouverneur.

C'est notre intérêt à nous aussi, travailleurs d'ici, que les luttes de nos frères de l'autre côté de la Méditerranée soient victorieuses. Tant nous avons souvent les mêmes patrons, tant leur combativité est un exemple pour nous tous.

La compétitivité est grippée ?

La semaine dernière, le mouvement contre les accords de compétitivité a touché la plupart des établissements Renault. Cette première coordination à l'échelle du groupe a interrompu le dernier round de négociation, qui reprendra à la rentrée.

Mardi 11 décembre

Douai : l'usine qui regroupe 4 600 salariés a tourné à demi-cadence à partir de 8h du matin. Des remplaçants des grévistes étaient prévus par la direction dès 7h30.

Au total plus de 600 grévistes.

Sandouville : 200 ouvriers en grève sur 2400 salariés

Mercredi 12 décembre

Lardy : débrayage de 150 personnes avec blocage du rond-point situé à l'entrée du site

Aubevoye : débrayage de 50 personnes

Cléon : 170 grévistes ce matin (équipe matin et normale) ; 130 sur équipe du soir

Fllins : 450 à l'AG du matin, 350 l'après-midi

Rueil : débrayage de 40 personnes

Technocentre : Débrayage d'une heure de 400 salariés

Le Mans : 100 le matin, 100 l'après-midi

Après cet échauffement, il faut poursuivre la mobilisation et préparer un mois de janvier plus chaud que le mois de décembre : des usines à l'ingénierie, retrait des accords de compétitivité !

PSA : 3 000 suppressions, 300 révoltés !

Mercredi dernier, plus de trois cent salariés PSA sont allés envahir le site Poissy du groupe PSA, révoltés par les annonces de leur direction. Au lieu des 8 000 suppressions de postes annoncées, c'était en fait 11 214 qui étaient envisagées ! Plus de 3 000 postes ont donc été « cachés sous le tapis ». Si France 3 n'a retenu que les pots de fleur et les panneaux d'affichage cassés, nous retenons surtout que les PSA ne se laissent pas faire face à ceux qui cassent les emplois et brisent les vies de milliers de salariés.

Comme à Florange, personne ne croit plus aux promesses des directions, ni à celles du gouvernement qui les soutient.

De quoi j'me mêle ?

Mercredi 5 décembre, la salariée qui s'est vue privée injustement de son emploi au CE, malgré une pétition de plus de 300 d'entre nous, était venu dire bonjour à ses anciens collègues et ceux de Renault qu'elle connaissait bien au service Vacances. Mal lui en a pris, elle s'est fait « gentiment expulser » du CE ! Mais c'était sur l'ordre de qui, cet excès d'autorité ? Depuis quand il est interdit à quelqu'un d'aller rendre visite à ses anciens collègues ?

Il semble qu'au CTR on soit définitivement bien loin des CE prétendus « maisons de tous les travailleurs ».

Avec ou sans fermeture de site

Renault a réduit les capacités de production de ses sites français de 25 % en 5 ans, passant de 1,2 million en 2007 à 900 000 véhicules/an en 2012. En Europe de l'Ouest, Renault veut passer d'une capacité de 1,9 million de véhicules en 2011 à 1,5 million en 2013, soit une baisse de 21 % !

Les productions sont basculées en Russie ou en Afrique du Nord. Il n'y a pas de surcapacité en Europe de l'Ouest, mais une sous-charge organisée. L'accord de compétitivité présenté en France ne vise pas à y maintenir l'emploi, mais à fournir à la direction un arsenal supplémentaire pour accélérer la suppression de capacités de production et des emplois afin d'accroître ses bénéfices. Inacceptable.

La surprise du CEF

La suppression du Compte Epargne Formation (CEF) ne permettrait pas seulement à Renault de vider les compteurs. Cela permettrait aussi d'augmenter le temps de travail effectif de 4 jours par an (3 pour les APR en équipe). Du vol pur et simple.

La crise, un business qui rapporte

Selon une étude du cabinet de conseil Proxinvest parue le 11 décembre dernier, la rémunération des patrons des 40 plus grosses entreprises françaises est passée de 4 à 4,2 milliards en un an. En cumulant leur salaire fixe, leurs bonus, les options et les actions gratuites, 14 dirigeants gagnent plus de 240 fois le SMIC. En tête du peloton, juste derrière Maurice Lévy, PDG de Publicis, on trouve Carlos Ghosn avec ses 13,3 millions d'euros en 2011.

Le gel des salaires et l'adaptation des grilles de rémunération au « niveau du marché », ça marche pour tout le monde, sauf pour ceux qui gagnent vraiment beaucoup trop ?

Hausse du SMIC : non, ça n'est pas une blague

Il n'y aura pas de nouveau coup de pouce au SMIC en janvier, mais uniquement la revalorisation légale de 0,3 %, soit 3 centimes de plus de l'heure. Le travail « coûte cher » se lamentent les patrons pourtant gavés de milliards de crédit d'impôt et autres exonérations de charges. Hollande les a entendus. Aux smicards d'assister le patronat !

Gauche, droite, gauche...

François Hollande se rend cette semaine en Algérie pour y défendre les intérêts du patronat français : implantation d'une usine Renault, développement du nucléaire pour Alstom, etc. Et qui est allé préparer cette visite ? Jean-Pierre Raffarin ! Pour jouer aux VRP du patronat, droite et gauche sont du même côté.